

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article7145>

Belliraj déstabilise la Sûreté

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 5 mars 2008

Spyworld Actu

L'« affaire Belliraj » témoigne aussi de la froideur actuelle des relations entre les services marocains et les renseignements civils belges.

Le ministre de la Justice Jo Vandeurzen (CD&V), qui a la tutelle de la Sûreté de l'Etat, affronte une crise grave depuis que le Maroc a arrêté, le 18 février et les jours suivants, 35 personnes accusées de banditisme et de liens avec le terrorisme. Trois Belgo-Marocains figurent parmi les suspects. L'un d'eux, Abdelkader Belliraj, était un informateur de la Sûreté et peut-être aussi d'autres services de renseignement étrangers. Sans avoir dénoncé les faits à la Belgique autrement que par voie médiatique, la justice marocaine a inculpé Belliraj pour six assassinats impunis que celui-ci aurait commis en Belgique.

En 1989, Belliraj avait été entendu par l'ex-gendarmerie dans le cadre des deux assassinats de la mosquée du Cinquantième (le recteur Abdullah El Ahdal et le bibliothécaire Salem Bahri) et celui du Dr Joseph Wybran (Erasmus), président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique. Le parquet de Bruxelles relit donc ces dossiers avec un oeil neuf, mais sans trop s'avancer.

La personnalité d'un autre prisonnier des Marocains, Abdellatif El Bekhti, un habitant de Berchem-Sainte-Agathe condamné au grand-duché de Luxembourg pour l'attaque d'un fourgon de la Brink's, et « libéré » par un véritable commando, ne permet pas d'abandonner la piste du grand banditisme. Le grand nombre d'armes en provenance de Belgique - dont le circuit d'« exportation » a été retracé - trouvées dans les caches de Nador et de Casablanca témoigne d'un lien direct entre la Belgique et le Maroc.

La créature a échappé à son manipulateur

En 1990, a appris le Vif/L'Express, le domicile de Belliraj, à Molenbeek-Saint-Jean, avait déjà été perquisitionné dans le cadre - tiens, tiens - d'une enquête judiciaire sur un trafic d'armes. Rien n'avait été retenu contre lui. Dénué, alors, de tout casier judiciaire, l'homme a été testé longuement par la Sûreté avant que celle-ci ne le recrute, en 2000 (année de sa naturalisation), comme source rémunérée. La force d'un service de renseignement repose, en effet, sur l'implantation de « taupes » dans des milieux potentiellement intéressants. Dévoiler leur identité leur fait courir un risque mortel. Néanmoins, lorsque Belliraj a été arrêté au Maroc, le 18 février, la Sûreté a aussitôt révélé au parquet fédéral, dans une note écrite, la nature de ses rapports avec le Belgo-Marocain. Elle n'a pas joué au plus fin.

Notre service civil de renseignement - et d'autres, peut-être - a certainement tiré profit des nombreux contacts de Belliraj avec les milieux de l'islamisme international, en Afghanistan et en Algérie notamment. D'après le ministre marocain de l'Intérieur, Belliraj s'est rendu dans ces pays « sensibles » en 2001 (le 9 septembre de cet année, deux Tunisiens de Belgique ont assassiné le commandant Massoud) et en 2005.

Belliraj a-t-il échappé au contrôle de son officier traitant, au poste gantois de la Sûreté, ou bien celui-ci lui a-t-il laissé la bride sur le cou pour les trafics de toutes sortes, en échange de bons « tuyaux » politiques ? D'autres informateurs marocains, perquisitionnés à Gand, le mercredi 5 mars, auraient, eux aussi, échappé à leur « manipulateur ». Pourquoi et depuis quand ? Le Comité de contrôle des services de renseignement (Comité R) a été chargé par le ministre de la Justice d'une enquête forcément confidentielle.

Une chose est sûre, néanmoins : les services de sécurité marocains - offensifs sur le territoire belge, c'est-à-dire pratiquant le recueil direct des informations, avec leurs propres agents - n'ont pas averti leurs homologues belges

Belliraj déstabilise la Sûreté

des soupçons qui, au Maroc, pesaient sur les membres du « réseau Belliraj ». Cela traduit, sinon une attitude hostile, du moins, une curieuse méfiance.

Post-scriptum :

<http://www.levif.be/actualite/belgi...>